

La Grande Mutation

CADRE GÉNÉRAL

Les auteurs de *La grande mutation* poursuivent, rassemblent et synthétisent de nombreuses recherches antérieures, notamment pour la Belgique, les travaux de Nico Hirtt , en se concentrant essentiellement sur l'enseignement supérieur et la recherche. Ils se sont fixé trois objectifs :

premièrement, faire connaître une politique rarement exposée de façon systématique. Tout est fait pour que les différentes réformes en cours dans les pays de l'Union n'apparaissent pas comme issues d'une même matrice néolibérale. Les auteurs constatent que "les stratégies nationales doivent se déployer sur deux registres : une européanisation des contenus et une nationalisation des apparences" (p. 104). Ce qui empêche

DANS LES DERNIERS NUMÉROS D'ENSEMBLE!, PLUSIEURS ARTICLES ONT ÉTÉ CONSACRÉS AUX POLITIQUES DE FORMATION ET D'ÉDUCATION. UN PETIT OUVRAGE  COLLECTIF PARU L'ANNÉE PASSÉE PERMET DE MIEUX COMPRENDRE LA LOGIQUE ET LE PROJET QUI SE CACHENT DERRIÈRE LES DIFFÉRENTES RÉFORMES EN COURS.

Guéric Bosmans
CSCE

Deuxièmement, démontrer que la politique européenne en matière d'éducation est subordonnée à un projet économique, mais revêt néanmoins un caractère prioritaire. Les auteurs constatent dans le discours officiel de l'Union une tension entre les dimensions politico-culturelle et économique de l'éducation. D'une part, une vision

voies suivies, culturelle et démocratique d'un côté, professionnelle et économique de l'autre, a été redoutablement efficace pour neutraliser les oppositions. Devant les réticences d'un certain nombre de pays, la Commission a su mettre en relation de la façon la plus systématique, dès la fin des années 1970, l'éducation et l'emploi, tout en faisant passer cette stratégie éducative pour un contrepoids à la construction économique, alors qu'elle n'en était que l'un des aspects" (p. 22).

Et troisièmement, attester que cette politique revêt une véritable dimension anthropologique. La littérature produite par les instances européennes place l'homme européen au centre d'un triangle dont les trois pointes sont la compétitivité, la concurrence et la compétence. On se retrouve donc à tourner en rond dans le "cercle logique" du discours dominant : "la compétition mondiale suppose une économie européenne compétitive et la seule manière d'augmenter la compétitivité est d'introduire à tous les niveaux de la concurrence" (p. 25).

LES MOTS DU PROJET EUROPÉEN POUR L'ÉDUCATION

L'ouvrage s'attarde sur les différents concepts utilisés à foison par la novlangue technocratique. Loin de constituer des mots creux et vides de sens, il s'agit bien de marqueurs d'un projet politique. La compétence est le "noyau central" autour duquel gravite ce nouveau système conceptuel. La notion de compétence s'oppose, par ses aspects pratiques et organisationnels, à la notion de connaissance et permet "la jonction entre les champs économique et scolaire, ainsi que la domination symbolique et politique du premier sur le second" (p. 46). De plus, "elle ne suppose même pas une institution scolaire et universitaire spécifique. Elle est donc particulièrement adaptée au paradigme de l'apprentissage à vie et à la diversité de ses modalités". La mise en avant du concept de compétence va donc de pair avec une désinstitutionnalisation des lieux de formation et d'apprentissage .

Mieux connu sous le vocable anglophone de Life Long Learning,

“DANS LE NOUVEL ORDRE ÉDUCATIF, LA NOTION DE COMPÉTENCE S'OPPOSE À LA NOTION DE CONNAISSANCE ET PERMET LA JONCTION ENTRE LES CHAMPS ÉCONOMIQUE ET SCOLAIRE, AINSI QUE LA DOMINATION DU PREMIER SUR LE SECOND.”

les mouvements de résistance qui luttent contre des réformes apparemment nationales de prendre la réelle mesure de la véritable mutation de l'éducation qui s'organise au niveau européen.

de l'éducation que l'on qualifiera d'"humaniste"; d'autre part, un rappel constant à une liaison entre les champs de l'éducation, de la formation professionnelle et de l'emploi. Ce "dédoulement des

le concept de l'apprentissage tout au long de la vie et son petit frère le Lifewide learning (que l'on pourrait traduire en français par "apprentissage embrassant tous les aspects de la vie") participent à la confusion entre les champs de l'emploi, de la formation et de l'éducation. Dans la société de la connaissance, le "travailleur cognitif" est appelé à apprendre littéralement "du berceau à la tombe". Cette perspective peut paraître à première vue intéressante pour les salariés mais le contenu de cet apprentissage doit répondre aux "besoins des entreprises", et non des travailleurs. Et l'école devrait se contenter d'apporter un socle de compétences de base et les outils pour "apprendre à apprendre". Exit donc le projet démocratique et progressiste d'une école qui aurait pour but d'élever le niveau de connaissance du plus grand nombre et de permettre à tous et toutes d'aller aussi loin que désiré dans l'apprentissage. Dans ce contexte apparaissent des outils tels que le "livret individuel des compétences", qui mettent en œuvre l'individualisation de la négociation salariale en passant de la logique collective de la qualification à la logique individuelle de la compétence ①.

Enfin, l'employabilité recèle l'idée selon laquelle c'est au travailleur de se prendre en main pour correspondre aux attentes du marché de l'emploi. Le lien avec l'apprentissage tout au long de la vie est limpide : c'est au travailleur de se former et de développer ses compétences afin d'être employable et compétitif sur le marché de l'emploi qui est par nature concurrentiel. On retrouve ici le triangle au sein duquel est pensé l'homme européen dans la littérature technocratique de la Commission. Il apparaît dès lors évident que l'orientation scolaire et professionnelle est amenée à jouer un rôle de plus en plus prépondérant. Celle-ci a pour but de conseiller le (futur) travailleur sur les opportunités à saisir.

LA STRATÉGIE DE LISBONNE ET LES UNIVERSITÉS

Les réformes de l'enseignement et de la recherche universitaires sont considérées comme prioritaires dans le cadre de la stratégie de Lisbonne. Quelles en sont les caractéristiques ?

La dualisation des établissements d'enseignement supérieur et des filières, entre ceux visant les formations visant à la professionnalisation de la grande masse des travailleurs et d'autres axés sur la recherche de pointe et fortement internationalisés. Les réformes en cours au niveau de l'enseignement supérieur en Communauté fran-

çaise (instauration de l'alternance, débat autour des académies et des pôles...) peuvent être analysées sous cet angle. Dans ce nouvel ordre éducatif, le financement des études supérieures ne doit plus être assuré par les États mais bien par les étudiants eux-mêmes et par les entreprises. Si les étudiants doivent s'endetter pour entreprendre des études, ceux-ci n'ont pas d'autre choix que de procéder à un raisonnement comptable visant à choisir les études qui garantiront un remboursement de l'investissement. D'où

l'importance de l'orientation. D'où l'importance, également, d'une professionnalisation accrue de l'enseignement supérieur, qui doit assurer des débouchés rémunérateurs. Il va de soi que les entreprises ont un rôle essentiel à jouer dans l'enseignement du nouveau millénaire tel que vu par la technocratie européenne. L'une des idées maîtresses est que "rien dans l'Université ne peut désormais se faire de valable en dehors d'un lien fort et contractualisé avec les entreprises. Tout enseignement doit être imprégné d'une mentalité nouvelle,

des compétences dont ont besoin les entreprises, et proposer des formations pour adultes systématiquement organisées en partenariat avec les entreprises" (p. 98).

Enfin, les auteurs considèrent que dans le nouvel ordre éducatif, "les régions sont désormais les unités pertinentes de l'action politique, au niveau où les entreprises et les institutions d'enseignement et de recherche peuvent entrer en rapport direct" (p. 99). La régionalisation, ou la décentralisation, de l'enseignement, une réforme qui s'inscrirait dans une perspective néolibérale ? Il semble qu'il ne serait pas totalement saugrenu de l'envisager. ■

“EXIT LE PROJET DÉMOCRATIQUE ET PROGRESSISTE D'UNE ÉCOLE QUI AURAIT POUR BUT D'ÉLEVER LE NIVEAU DE CONNAISSANCE DU PLUS GRAND NOMBRE.”

l'esprit d'entreprise, et aucune formation ne devrait désormais s'achever sans un stage obligatoire en entreprise" (p. 97). Mais au-delà de ces incantations régulières à cette nouvelle idole qu'est l'"esprit d'entreprise", les attentes du patronat à l'égard de l'enseignement supérieur entraînent de nouveau une dualisation de celui-ci. Alors que les universités de pointe devront produire des "chercheurs-entrepreneurs", les autres établissements "devront ainsi mettre en place des cursus professionnalisants destinés à fournir des savoir-faire et

européen face à cette entreprise de destruction d'une certaine vision de l'éducation, résistance qui est plus que jamais indispensable si nous voulons un enseignement qui soit démocratique et au service de la société dans son ensemble, pas des seules entreprises.

① Isabelle Bruno, Pierre Clément, Christian Laval, *La Grande Mutation. Néolibéralisme et éducation en Europe*, Institut de recherches de la FSU et Éditions Syllepsis, Paris, 2010.

② Voir notamment Nico Hirtt et Gérard de Sélus, *Tableau noir, résister à la privatisation de l'enseignement*, Éditions EPO, Bruxelles, 1998 ; Nico Hirtt, *L'école sacrifiée, la démocratisation de l'enseignement à l'épreuve de la crise du capitalisme*, Éditions EPO, Bruxelles, 1996 ; Nico Hirtt, *Les nouveaux maîtres de l'école : l'enseignement européen sous la coupe des marchés*, Éditions Aden, Bruxelles, 2005.

③ Sur les enjeux qui se cachent derrière la "pédagogie des compétences", voir notamment le dossier de l'APED : <http://www.skolo.org/spip.php?mot53>

④ À ce sujet, voir par exemple Sylvie Monchatre, "Déconstruire la compétence pour comprendre la production des qualifications" in *Interrogations. Revue pluridisciplinaire en sciences de l'homme et de la société*, n° 10, mai 2010 ; Xavier De La Vega, "La "logique compétence" : de l'école à l'entreprise" in *Sciences humaines*, n° 158, mars 2005.

⑤ On lira également avec intérêt l'ouvrage collectif, dirigé par Ken Jones, dont la version française vient de sortir de presse : Ken Jones (dir), *L'école en Europe. Politiques néolibérales et résistances collectives*, La Dispute, Paris, 2011.

Un ouvrage utile qui appelle à la résistance

L'ouvrage d'Isabelle Bruno, Pierre Clément et Christian Laval a le mérite de décortiquer et de mettre en lumière la nature du projet derrière les réformes d'apparence purement technocratiques des instances européennes ⑥. Cette étape est un préalable indispensable à la constitution d'une véritable résistance organisée au niveau

européen face à cette entreprise de destruction d'une certaine vision de l'éducation, résistance qui est plus que jamais indispensable si nous voulons un enseignement qui soit démocratique et au service de la société dans son ensemble, pas des seules entreprises.